

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 FÉVRIER 1910.

Budget du Ministère des Sciences et des Arts pour l'exercice 1910 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. COLAERT.

MESSIEURS,

Les crédits alloués pour l'exercice 1909, s'élevaient à fr.	33,954,147.47
Ceux demandés pour 1910, à	34,190.117.00
Il y a donc augmentation de fr.	255,969.53

Ce sont les dépenses ordinaires qui sont cause de cette augmentation. En effet, nous constatons d'une part que les dépenses exceptionnelles ont subi une diminution de fr. 185,380.17, tandis que les ordinaires s'élèvent à 421,350 francs de plus qu'au budget précédent.

La note préliminaire développe et justifie les augmentations. La section centrale n'a critiqué aucune d'elles; mais, comme d'habitude, elle a été saisie de plusieurs demandes de crédits nouveaux ou supplémentaires, ordinaires et exceptionnels. Nous les examinerons plus loin.

VOTE DU BUDGET DANS LES SECTIONS.

La 1^{re} section a adopté le budget par 10 voix contre 4.

La 2^e l'a rejeté par 5 voix contre 5.

La 3^e l'a adopté par 10 voix contre 4 et une abstention.

La 4^e l'a rejeté par 9 voix contre 8.

La 5^e l'a adopté par 9 voix contre 6 et une abstention.

La 6^e l'a adopté par 7 voix et 3 abstentions.

Le projet a donc rencontré un accueil favorable dans quatre sections sur six, et, dans l'ensemble, une assez grande majorité.

(1) Budget, n° 4^{vii}.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Mabilie, Cocq, Hoëvois, Destrée, du Bus de Warnaffe, Colaert.

DISCUSSION DU BUDGET EN SECTION CENTRALE.

La section centrale s'est réunie trois fois et a discuté d'une manière approfondie certaines questions qui avaient été effleurées dans les sections. Nous les examinerons sous des rubriques qui en feront connaître l'objet.

INSTRUCTION PRIMAIRE.

Création d'écoles d'adultes.

Un membre de la 4^e section a demandé que la section centrale appelât l'attention du Gouvernement sur le fait que des milliers d'hommes et de femmes belges sont illettrés. Pour remédier à cette situation, ce membre, soutenu par d'autres, propose la création d'écoles d'adultes pour illettrés.

Le vœu ainsi exprimé vise la création, par les pouvoirs publics, d'écoles qui seraient destinées, non pas à conserver et à étendre les connaissances acquises à l'école primaire, mais à donner à des adultes illettrés l'occasion d'apprendre à lire et à écrire. Il existe, en effet, dans un grand nombre de communes, des écoles d'adultes, créées par ces communes — seules compétentes pour déterminer le règlement et le programme d'enseignement — et que l'État subsidie dès qu'elles rentrent, par leur destination, leur organisation et leur programme, dans l'une ou l'autre des trois catégories indiquées par le règlement-type.

Le Gouvernement ne peut ni créer de telles écoles ni imposer à celles qui existent ou qui viendraient à s'ouvrir, un système quelconque de réglementation. Mais les communes peuvent les adopter (1).

Il faudrait donc, en vue de créer des écoles pour illettrés, un organisme nouveau, que les communes ou les particuliers pourraient établir avec le concours et les subsides de l'État et des provinces.

La section centrale veut bien appeler l'attention du Gouvernement sur la question. Mais elle ne peut manquer de faire observer qu'à son avis, cet organisme ne paraît pas répondre à un besoin réel, si l'on veut prendre en considération les observations que nous croyons devoir faire sous la rubrique suivante.

ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE.

La question de l'enseignement obligatoire est toujours à l'ordre du jour des préoccupations de nos partis politiques.

Elle a été longuement examinée dans les rapports précédents de la section centrale (2), et discutée amplement à la Chambre à propos du budget de 1908.

Nous avons soutenu alors, et nous n'avons guère été contredit, que « si » l'on veut comparer entre eux les résultats des trois derniers recensements

(1) Circulaire ministérielle, 29 juillet 1887.

(2) Rapports de M. Colaert sur les budgets de 1907 et 1908.

» décennaux, on constatera que le nombre des illettrés descend constamment, dans des proportions encourageantes pour ceux qui attendent de la liberté ce que d'autres veulent demander à la contrainte :

Habitants sachant lire et écrire.

	Année 1880	Année 1890	Année 1900
De 10 à 15 ans . . .	80.09 p. c.	83.57 p. c.	88.22 p. c.
De 15 à 20 ans . . .	80.96 p. c.	83.28 p. c.	90.33 p. c.
De 20 à 25 ans . . .	79.51 p. c.	83.09 p. c.	90.21 p. c.

« Si le recensement de 1910 accuse la même progression, — et tout porte à le croire — le chiffre des illettrés ne s'élèvera même plus à 5 p. c. » parmi les habitants de 10 à 20 ans, qui comprendront alors les enfants âgés aujourd'hui de 6 à 12 ans. Et encore faudra-t-il déduire de ce pourcentage les enfants qui, à cause d'infirmités, ne peuvent pas fréquenter l'école, quelques enfants de bateliers et ceux dont l'inconduite ne permet pas de les mettre en contact avec les élèves des écoles publiques ou privées (1). »

Le recensement se fera à la fin de l'année courante. Ne serait-il pas opportun d'en attendre le résultat avant de se livrer à de nouvelles discussions sur la question de l'enseignement obligatoire ? Quoi qu'il en soit, les statistiques fourniront à la Chambre des éléments dont pourront s'armer les partisans ou les adversaires de la contrainte scolaire.

La majorité de la section centrale s'est ralliée à cette manière de voir.

SUBSIDES AUX ÉCOLES LIBRES.

Sous la législation actuelle, l'État et les provinces subsidient les écoles communales et les écoles adoptées. Celles qu'on est convenu d'appeler *adoptables* reçoivent des subsides de l'État. L'enseignement donné dans les autres écoles privées n'est pas subsidié ; et il échappe ainsi, en vertu de la Constitution, au contrôle et à l'inspection de l'État.

La section centrale, à la suite d'un vœu exprimé par un membre de la 3^e section, a examiné s'il n'y a pas lieu de mettre sur un pied d'égalité, au point de vue des subsides, les écoles libres et les écoles officielles. Plusieurs membres ont appuyé la proposition de l'un d'eux, consistant à voir inscrire dans le Budget une somme de 1,200,000 francs en faveur de l'enseignement libre.

Cet honorable membre s'est basé, sans doute, sur la déclaration formelle, faite par le regretté M. de Trooz, lors de la constitution du cabinet dont il était le chef, et d'où il résulte que le Gouvernement avait l'intention de développer encore l'enseignement à tous les degrés, qu'il soit officiel ou libre (2).

(1) Rapport de M. Colaert sur le Budget pour 1908.

(2) *Annales parlementaires*, 1906-1907, p. 975.

On aurait pu ajouter que l'honorable M. Schollaert, chef du cabinet actuel, a répété la déclaration et l'engagement de son prédécesseur (1).

Depuis lors la Chambre a reçu une foule de pétitions, émanant de pères de famille, et qui demandent que les Chambres donnent suite à la promesse de MM. de Trooz et Schollaert.

Ce n'est pas la première fois que la section centrale a eu à s'occuper de cette question, à laquelle les multiples pétitions dont nous venons de parler donnent une importance et une actualité incontestables. Déjà, dans notre rapport sur le Budget de 1908, nous disions :

« On ne saurait méconnaître que l'enseignement libre est consacré par la » Constitution, et il serait difficile de contester que ce n'est qu'à son défaut » que l'enseignement public doit être organisé. Il est donc juste que l'ensei- » gnement privé soit traité avec les mêmes égards que l'enseignement » public, surtout au point de vue des subsides à accorder à l'un et à » l'autre.

» A ce propos, constatons que les crédits alloués pour l'instruction pu- » blique montent sans cesse. Depuis 1881, le Budget a augmenté de plus de » 8,000,000 de francs. C'est surtout l'enseignement primaire qui a bénéficié » des augmentations annuelles des crédits portés au Budget de l'État. Les » budgets des provinces et des communes ont généralement suivi cette pro- » gression : de 2,000,000 de francs en 1843, on est arrivé, en 1881, à » 32,000,000, pour monter aujourd'hui à 45,000,000 ! C'est à ce chiffre que » s'élève approximativement l'ensemble des crédits consacrés, par les pou- » voirs publics, au seul enseignement primaire.

» Nous n'avons pas à nous occuper ici du coût de l'enseignement libre. Il » ne serait du reste pas possible de l'évaluer ; mais on peut affirmer, sans » crainte d'être contredit, que l'initiative privée consacre chaque année, à » l'instruction primaire, des sommes telles que si cet enseignement n'exis- » tait plus, il résulterait de sa disparition une charge double pour les pou- » voirs publics.

» Il est donc incontestable que l'enseignement privé rend au pays des » services qu'il serait injuste de ne pas encourager, et que le Gouvernement » a été heureusement inspiré en promettant un traitement aussi favorable » à l'enseignement privé qu'à celui donné aux frais exclusifs des pouvoirs » publics (2). »

La majorité de la Chambre a acclamé les déclarations du Gouvernement que nous venons de rappeler ; et la majorité de la section centrale s'est ralliée aux considérations que nous venons d'émettre. Mais, après examen et discussion de la question, la majorité de la section centrale a jugé que l'initiative des mesures à prendre, pour réaliser ces idées, semble appartenir au Gouvernement plutôt qu'à la Chambre.

En prenant cette initiative, le Gouvernement consacrera le principe de liberté et de justice qui animait la grande majorité des membres du Con-

(1) *Annales parlementaires*, 1906-1907, p. 390.

(2) Rapport pour 1908.

grès. « L'article 17 de la Constitution, disait l'un d'eux, ne place l'enseignement de l'État qu'en seconde ligne, comme chose facultative (1). »

Quant aux subsides à accorder à l'enseignement privé, le principe en fut reconnu dès 1831. En effet, quand le premier projet de loi organique de l'enseignement primaire, élaboré par l'administration de l'instruction publique, fut soumis à une commission, par arrêté ministériel du 30 août 1831, cette commission décida « que la loi devait se borner à régler l'instruction donnée aux frais de l'État, en adoptant d'ailleurs un système de subside pour les écoles communales *et particulières* ».

Comme nous le disons plus haut, l'État ne subventionne jusqu'ici que les écoles communales, adoptées et adoptables. Son intervention peut et doit s'étendre à toutes les écoles privées. Mais, nous le répétons, c'est le Gouvernement qui est le plus à même d'organiser le système répondant le mieux aux idées du Congrès national et aux aspirations légitimes de la majorité du peuple belge.

Quant à la proposition, faite par un membre de la section centrale, d'inscrire au Budget une somme déterminée, aux fins d'entrer dans la voie préconisée — et acceptée en principe par le Gouvernement —, la majorité de la section centrale prie l'honorable Ministre des Sciences et des Arts de vouloir la soumettre au Gouvernement et d'en provoquer une prompt solution.

*Traitements et pensions du personnel enseignant ou dépendant
du Ministère des Sciences et des Arts.*

Les rapports de la section centrale ont maintes fois signalé la situation du personnel enseignant au point de vue du traitement et de la pension. Ses efforts resteront-ils toujours vains ?

En ce qui concerne les traitements, une proposition de loi, due à l'initiative parlementaire, attend de la Chambre une solution plus favorable à certains instituteurs et institutrices. Nous insistons pour qu'elle soit adoptée sans retard.

Quant aux pensions, nous renvoyons nos honorables collègues de la Chambre aux rapports sur les budgets pour les années 1907 et 1908, où cet objet a été longuement examiné (2).

Ici encore, une proposition de loi, partie de l'initiative parlementaire, a été déposée. Elle se fonde, en partie, sur les arguments développés dans les rapports précédents. Nous la recommandons au Gouvernement et à la Chambre.

(1) V. discours de M. Ch. de Brouckère, rapporteur du titre II de la Constitution. (Séance de la Chambre du 13 avril 1850.)

(2) Rapports de M. Collaert.

Inspecteurs provinciaux et cantonaux.

L'an dernier, nous avons signalé à la Chambre, la situation créée aux inspecteurs principaux, forcés de se retirer à l'âge de soixante ans et n'ayant qu'une pension calculée à raison de $1/55$ par année de service, sans qu'elle puisse dépasser les $2/3$ du traitement moyen des cinq dernières années. Ces dispositions sont d'ailleurs applicables à tous les membres du personnel enseignant.

Cette situation a été examinée, à plusieurs reprises, par le Conseil de perfectionnement de l'enseignement primaire, et, sans doute aussi, par celui de l'enseignement moyen. La section centrale, une fois de plus, croit devoir se faire l'organe de ces collègues et se joindre à eux pour réclamer une révision de la loi de 1886 qui, modifiant fort heureusement le régime antérieur des pensions des fonctionnaires civils en général, a cru devoir exclure du bénéfice de la loi les fonctionnaires dont nous parlons ici.

Pour justifier cette exception, on a fait valoir les avantages spéciaux dont jouissent les membres du personnel enseignant et les inspecteurs, surtout celui de pouvoir se retirer à l'âge de cinquante-cinq ans, pourvu qu'ils comptent trente années de service !

Passe encore pour les instituteurs et les institutrices dont la profession est considérée comme exténuante, et dont on demande, à bon droit aussi, de voir régler plus équitablement le maximum des pensions et le relèvement du coefficient de $1/55^0$ à $1/50^0$. Mais la mise à la retraite d'office des inspecteurs à 60 ans peut-elle se justifier par quelque considération sérieuse ? Nous ne le croyons pas. Ces fonctionnaires sont généralement valides à cet âge et ne demandent pas mieux que de pouvoir continuer à rendre à l'Etat les services qu'il est en droit d'attendre de leur zèle, de leur dévouement et de leur expérience.

Nous plaçons ici, croyons-nous, une question de justice et d'humanité. Les fonctionnaires dont nous nous occupons n'appartiennent pas en général, comme les magistrats par exemple, à la classe aisée. Ce sont des hommes de grand mérite, sortis de la bourgeoisie et même du peuple, ayant des connaissances étendues et variées, acquises par des années d'un travail incessant et ardu, dont ils font bénéficier le corps enseignant et, par suite, l'enfance et la jeunesse.

Le Gouvernement nous a répondu en 1907 que « la question des pensions » intéresse plusieurs départements ministériels, notamment celui de l'agriculture, celui de l'industrie et du travail, et surtout celui des finances. » L'étude doit être faite dans des vues d'ensemble. Cette étude se poursuit. » Il n'est pas possible d'en préjuger actuellement les résultats. »

Nous avons patienté pendant trois ans, sans vouloir examiner la question de savoir si pour les autres départements ministériels, et surtout pour celui des finances, la loi de 1886 n'a pas fait droit, dans une notable mesure, aux revendications des fonctionnaires de ces départements. Ceux ici en cause ont subi une exclusion injustifiée, et il importe de la réparer avant tout. Si

on ne peut, *hic et nunc*, modifier les bases de la pension inscrites dans la loi de 1866, que du moins on laisse en place les inspecteurs. Nous répondons que personne ne songera à blâmer le Gouvernement d'avoir commis ce léger accroc à la loi et réalisé ainsi une économie qui n'est pas à négliger.

* * *

Quant aux inspecteurs cantonaux, nous laissons la parole à l'un d'eux, qui a soumis à la section centrale les desiderata du corps auquel il appartient et qui rappelle fort opportunément que, le 18 janvier 1907, M. le Ministre de Trooz avait préparé et signé un barème donnant une satisfaction complète à ces utiles fonctionnaires. Voici comment il s'exprime :

« Justification de la révision du barème de 1884. »

Le barème en vigueur date d'un quart de siècle.

Le coût de la vie matérielle a augmenté d'un tiers depuis 1884.

Toutes les catégories de fonctionnaires ont obtenu des augmentations; c'est par esprit de discipline que les inspecteurs cantonaux n'ont pas réclamé plus tôt.

Par contre, la tâche a été notablement augmentée. Le nombre d'écoles et de classes s'élève bien au-dessus de ce qu'il était en 1884. Il s'en suit une augmentation considérable dans les écritures et correspondances, sans compter les visites qui absorbent toutes nos journées. Nos fonctions deviennent de plus en plus absorbantes et délicates, par suite des exigences des communes, des comités et du personnel.

Il faut aux inspecteurs cantonaux une habitation convenable, dont une partie reste au service de l'État pour la conservation des archives et la réception du personnel; ils sont obligés de tenir un certain rang en rapport avec leur dignité professionnelle; ils n'ont pas de frais de bureau, comme c'est le cas pour toutes les autres administrations.

L'âge moyen des inspecteurs cantonaux, à leur nomination, est de 40 ans. Ils obtiennent le maximum de traitement après six étapes de trois ans, donc la seizième année de fonctions, et à l'âge de 60 ans c'est la retraite d'office.

Les 1,500 francs (indemnité pour frais de route et de séjour) sont absorbés par les voyages et n'entrent pas en ligne de compte pour la pension.

Barème actuel :

Traitement initial.	. fr.	3,000
Après 3 années . . .		3,300
— 6 — . . .		3,500
— 9 — . . .		3,800
— 12 — . . .		4,000
— 15 — . . .		4,500

Barème signé par M. le Ministre
de Trooz, le 18 janvier 1907.

Traitement initial. . . fr.	3,500
Après 3 années . . .	3,800
— 6 — . . .	4,000
— 9 — . . .	4,500
— 12 — . . .	4,950

On objecte parfois l'insuffisance du crédit budgétaire. Mais à partir de 1909 il y a deux postes dont le crédit prévu reste disponible :

A. Une somme de 43,000 francs (diminution sur la part de l'État dans les traitements de disponibilité d'instituteurs primaires, communaux ou adoptés pour 1910, et exceptionnellement pour les exercices antérieurs).

B. — Les instituteurs des écoles adoptées et subsidiées n'assistent plus aux conférences pédagogiques trimestrielles depuis le 1^{er} janvier 1909. Il en résultera, rien que pour les provinces d'Anvers et de Brabant, une économie annuelle d'environ 20,000 francs.

On compare parfois les inspecteurs cantonaux aux contrôleurs des contributions pour refuser toute augmentation aux premiers. Mais il importe de ne pas perdre de vue que les contrôleurs des contributions arrivent jeunes encore à ces fonctions, qui, du reste, ne sont que transitoires, car après quelques années, les contrôleurs sont promus au grade de receveur. Les inspecteurs cantonaux sont nommés à 40 ans (âge moyen), et la plupart d'entre eux conservent ces fonctions jusqu'à l'âge de la retraite. Au surplus, les quelques contrôleurs des contributions qui font toute leur carrière dans ces fonctions arrivent au traitement de 6,000 francs, tandis que les inspecteurs cantonaux ne peuvent arriver qu'à 36 ans à un traitement de 4,500 francs. »

La section centrale appelle sur cette question l'attention bienveillante du Gouvernement, convaincue qu'il sera fait droit à la demande fondée de nos inspecteurs cantonaux.

Enseignement industriel et professionnel.

Cet enseignement, comme aussi l'enseignement technique, dépend aujourd'hui du Département de l'Industrie et du Travail.

Un membre de la 2^{me} section a exprimé le vœu de le voir rattacher au Ministère des Sciences et des Arts. L'observation, dit le rapporteur de cette section, a été vivement appuyée. Il faudrait même, ajoute-t-il, une loi organique de l'enseignement industriel, professionnel et technique.

Sans se prononcer sur cette question, la majorité de la section centrale estime qu'il y a lieu de la signaler à l'attention du Gouvernement. Il lui paraît possible de concentrer les genres divers de notre enseignement dans un même département. Et, par exemple, on ne conçoit guère que l'enseignement ménager, donné dans une école primaire dont l'inspection relève du Ministère des Sciences et des Arts, dépende du Département de l'Industrie et du Travail, tandis que, plus rationnellement, l'enseignement agricole, organisé dans les athénées et écoles moyennes, n'a aucun rapport avec le Ministère de l'Agriculture.

La question mérite un très sérieux examen, et le Gouvernement peut seul, nous semble-t-il, s'il y a lieu, la mener à bonne fin.

ENSEIGNEMENT DU FLAMAND EN WALLONIE.

La question de l'enseignement du flamand en Wallonie a été soulevée dans

une des sections et discutée longuement en section centrale. Elle appelle une solution qui est désirée unanimement.

On peut différer d'opinion sur le droit ou la nécessité d'exiger de tout fonctionnaire, exerçant ses fonctions en pays wallon, de connaître et de parler la langue flamande. Mais on ne saurait contester qu'il y a une tendance fortement marquée, même chez certains Wallons, à imposer à tout fonctionnaire indistinctement la connaissance des deux langues nationales. Les besoins de l'industrie et les facilités de communication mettent de plus en plus en contact les ouvriers flamands avec ceux de Wallonie, et les uns comme les autres avec ceux qui les emploient, les dirigent, les surveillent et, le cas échéant, les assistent.

C'est en se basant sur ces considérations qu'un membre de la section centrale a proposé l'inscription au Budget d'une somme de 20,000 francs, destinée à la diffusion de l'enseignement de la langue flamande en Wallonie par l'organisation de cours publics et, dans certaine mesure, gratuits.

L'honorable auteur de la proposition développera sans doute son amendement lors de la discussion publique du Budget. La section centrale ne peut que s'y rallier.

DISCUSSION DES ARTICLES.

ART. 11. — Vu les progrès faits par notre littérature nationale, la section centrale est d'avis, avec un de ses membres, qu'il y a lieu d'accorder des prix triennaux, au lieu des prix quinquennaux réglés par les arrêtés royaux existants, et d'augmenter en conséquence le crédit de 15,000 francs porté au Budget.

On a demandé aussi comment se font les achats et répartitions des ouvrages destinés aux bibliothèques publiques. De quelle façon notamment a-t-on employé le crédit de l'an dernier?

ART. 18. — Le catalogue de la Bibliothèque royale n'est pas imprimé. On demande si la rédaction en est faite.

ART. 22. — Nos archives générales sont installées à Bruxelles d'une façon qui laisse beaucoup à désirer.

Quant aux archives communales, elles sont souvent fort mal gardées. On estime que le Gouvernement devrait demander un crédit de 2,000 francs pour en organiser l'inspection par l'État.

ART. 39. — Au sujet de l'enseignement moyen, des membres ont fait observer que les ouvrages classiques sont souvent changés sans aucune nécessité ni utilité. Ce changement entraîne pour les parents des élèves des frais qui pourraient être évités.

ART. 55. — Cet article prévoit un crédit de 5,500 francs pour frais de publication du 19^e rapport triennal sur l'état de l'enseignement moyen ; et l'article 79, une somme de 9,500 francs pour le 22^e rapport triennal sur la situation de l'enseignement primaire (années 1906, 1907 et 1908).

On a exprimé l'espoir de voir paraître ces documents au plus tard dans l'année qui suit le dernier exercice. Il y aurait lieu aussi de simplifier et de condenser le format.

ART. 56 et suivants. — On a demandé quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne les écoles normales de Charleroi et de Mons. Sera-t-il établi un jury en vue des examens pour cette année? Déjà ces écoles ont été inspectées. Il ne serait pas logique, dit-on, de priver les élèves du droit de se présenter à l'examen.

Un membre a préconisé la construction dans les écoles primaires d'une classe pour l'enseignement par la vue, et, à cet effet, l'inscription du subside nécessaire.

ART. 70. — Le subside pour l'enseignement des travaux manuels dans les écoles privées communales, adoptées ou privées, subsidiées, pour garçons, est, depuis plusieurs années, de 20,000 francs. Mais il est à noter que, pour 1907, la dépense de l'exercice n'a été que de 16,802 francs. Cette somme est insuffisante, et le crédit lui-même devrait être augmenté.

ART. 84. — Le projet de budget prévoit une augmentation de 40,000 francs au poste porté sous cet article. La note préliminaire justifie cette augmentation par l'allocation extraordinaire affectée tous les trois ans à l'exposition des Beaux-Arts de Bruxelles.

Un membre voudrait voir augmenter le crédit affecté aux musées locaux, souvent fort intéressants, qui n'obtiennent actuellement que peu ou pas de subsides.

Il en est de même des expositions locales, qui ne peuvent être organisées et réalisées que grâce à l'intervention de l'État.

ART. 89. — Le barème du personnel inférieur des musées royaux de peinture et de sculpture, Musée moderne et musée Wiertz, augmentant les traitements, est attendu avec impatience. Nous prions M. le Ministre de vouloir bien examiner la question.

ART. 94. — Voir annexe.

Le Budget, mis aux voix, a été adopté par cinq voix contre deux.

Le Rapporteur,

R. COLAERT.

Le Président,

E. NERINCX.



ANNEXE

L'article 91 du Budget prévoit 129,500 francs pour le personnel des divers musées ; l'article 92, 95,000 francs pour le matériel des dits musées.

On voudrait avoir pour CHACUN des musées :

- a. des arts décoratifs,
- b. d'ethnographie,
- c. des armes, armures et art,

l'indication détaillée — (sinon nominative tout au moins détaillée comme elle l'est pour d'autres services, par exemple aux art. 23, 58, 61 du Budget du personnel), avec les sommes payées à celui-ci pendant les cinq dernières années.

Y a-t-il un *barème* — fixant un minimum — des augmentations périodiques — et un maximum?

Pour quels employés ou agents existe-t-il et comment est-il appliqué?

Qu'a-t-on payé, depuis cinq ans, outre les traitements et salaires, pour « frais d'étude des collections »?

On voudrait de même savoir, pour CHACUN des musées ci-dessus, quelles sommes ont été employées depuis cinq ans pour :

- a. matériel,
- b. acquisitions,
- c. jetons de présence des membres de la Commission de surveillance,
- d. frais de catalogue,
- e. dépenses diverses.

Quelles dépenses fait-on rentrer dans les catégories a et c?

Il serait à désirer que les allocations du Budget pour ces diverses catégories fussent distinctes, que l'excédent non utilisé pour les postes a, b et c pût être reporté aux postes b et d; mais qu'en revanche, les sommes destinées à b et d ne pussent point recevoir d'autre affectation.

Chacun des musées devrait publier, chaque année, un rapport sur sa situation, renseignant non seulement sur son effort et son développement artistique, mais sur sa situation financière. N'est-ce pas possible?

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT.

Ce barème est régulièrement appliqué. Il règle la situation de tous les agents, à l'exception des veilleurs de nuit et des nettoyeurs.

Il a été payé au personnel, en traitements et salaires, les sommes suivantes au cours des cinq dernières années :

1905.	99,500.00
1906.	125,867.85
1907.	122,588.00
1908.	127,912.00
1909.	128,350.00

Tableau des sommes employées depuis cinq ans pour le matériel :

1905.		71,876.00
1906.		58,831.33
1907.		76,140.44
1908.		50,827.65
1909.		51,270.50

Pour les acquisitions :

1905.		54,737.80
1906.		57,251.95
1907.		51,914.80
1908.		42,507.23
1909.		42,632.00

Jetons de présence :

1905.		1,546.20
1906.		1,270.70
1907.		1,891.60
1908.		1,493.60
1909.		1,097.50

Des renseignements complémentaires pourront être fournis lors de la discussion du budget.

Les diverses collections dont il s'agit ne constituent, en fait, que des sections, solidaires l'une de l'autre, soumises à la même direction et au même contrôle, disposant d'organes et de services communs. Il n'y a donc pas lieu d'introduire dans le Budget des distinctions qui n'existent pas en réalité.

Voici le tableau du personnel réclamé :

- 1 conservateur en chef;
- 3 conservateurs;
- 2 conservateurs adjoints;
- 5 attachés;
- 1 chef du service photographique;
- 1 comptable;
- 1 préposé à la bibliothèque;
- 4 employés;
- 2 préparateurs;
- 1 garde des collections;
- 1 garde armurier ff. de surveillant en chef (Porte de Hal);
- 1 surveillant en chef (Cinquantenaire);
- 18 surveillants, dont 1 détaché à l'atelier de photographie;
- 1 — à l'avent aux collections de photographie;
- 1 — au service de M. Bommer;
- 1 messenger;
- 1 gardienne du vestiaire;

1 chef veilleur de nuit ;
5 veilleurs de nuit ;
5 nettoyeuses ;
2 chauffeurs ;
1 surveillant temporaire ;
2 ouvriers, dont 1 au service des fouilles ;
1 à l'entretien des moulages.

Le barème des traitements a été établi pour les surveillants, employés et gens de service par l'arrêté royal du 30 août 1902, et pour le personnel scientifique, par l'arrêté royal du 30 décembre 1907. Il faut ajouter l'arrêté royal du 31 août 1907, relatif au service photographique.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 FEBRUARI 1910.

**Begrooting van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten
voor het dienstjaar 1910 (1).**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

De kredieten, toegekend voor het dienstjaar 1909,	
beliepen	fr. 33,954,147.47
Voor 1910 is aangevraagd	34,190,117.00
Dus eene vermeerdering van	fr. 235,969.53

Deze verhooging is te wijten aan de gewone uitgaven. Terwijl de uitzonderlijke uitgaven verminderden met fr. 185,380.17, zijn de gewone uitgaven 421,350 frank hooger dan op de vorige begrooting.

De verhoogingen worden uitgelegd in de inleidingsnota. Geene van die verhoogingen werd door de Middenafdeeling bedild; doch, zooals gewoonlijk, had zij te beslissen over verscheidene vragen om nieuwe of bijkomende kredieten, gewone en uitzonderlijke. Daarover handelen wij verder.

STEMMING OVER DE BEGROOTING IN DE AFDEELINGEN.

De 1^{ste} afdeeling keurde de Begrooting goed met 10 stemmen tegen 4.

De 2^e verwierp ze met 3 stemmen tegen 3.

De 3^e keurde ze goed met 10 stemmen tegen 4 en 1 onthouding.

De 4^e verwierp ze met 9 stemmen tegen 8.

De 5^e keurde ze goed met 9 stemmen tegen 6 en 1 onthouding.

De 6^e keurde ze goed met 7 stemmen en 3 onthoudingen.

Dus genoot de Begrooting een gunstig onthaal in vier van de zes afdeelingen, en voor het geheel was er eene tamelijke groote meerderheid.

(1) Begrooting, n^o 4^{VII}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren Mabilie, Cocq, Hoÿois, Destrée, du Bus de Warnaffe, Colaert.

BERAADSLAGING OVER DE BEGROOTING IN DE MIDDENAFDEELING.

Driemaal vergaderde de Middenafdeeling : zij behandelde grondig zekere vraagstukken, eventjes aangeraakt in de afdeelingen. Wij onderzoeken ze onder de opschriften die ze betreffen.

LAGER ONDERWIJS.

Oprichting van scholen voor volwassenen.

Een lid van de 4^e afdeeling vroeg dat de Middenafdeeling de aandacht der Regeering zou vestigen op het feit dat duizenden Belgische mannen en vrouwen ongeletterd zijn. Ten einde dezen toestand te verhelpen, vraagt dit lid, gesteund door andere leden, dat scholen voor ongeletterde volwassenen worden opgericht.

Aldus uitgedrukt, bedoelt de wensch, dat de Staat scholen zou stichten, niet om het in de lagere school geleerde te onderhouden en uit te breiden, maar wel om ongeletterde volwassenen in de gelegenheid te stellen te leeren lezen en schrijven. In tal van gemeenten bestaan thans scholen voor volwassenen, ingericht door haar, want zij alleen zijn bevoegd om de regeling en het leerprogramma te bepalen. De Staat geeft haar toelagen, van 't oogenblik dat de scholen, door bestemming, inrichting en programma, behooren tot eene of andere van de drie reeksen, aangeduid in het standaardreglement.

De Regeering is niet bij machte dergelijke scholen te stichten, noch aan de bestaande of aan die welke zouden tot stand komen een stelsel van regeling op te dringen. Doch de gemeenten kunnen ze aannemen (1).

Om scholen voor ongeletterden in 't leven te roepen, ware derhalve eene nieuwe instelling noodig : gemeenten of bijzondere personen kunnen dat doen met medewerking en toelagen van Staat en provincie.

Gereedelijk wil de Middenafdeeling de aandacht der Regeering op de zaak vestigen. Toch doet zij als haar oordeel gelden dat dergelijke instelling niet schijnt te beantwoorden aan eene ware behoefte, zoo men acht wil geven op de bedenkingen die wij meenen te moeten vooruitzetten in het volgend hoofdstuk.

LEERP LICHT.

Leerplicht staat steeds aan de dagorde en bekommert onze politieke partijen.

Uitvoerig werd de zaak behandeld in de vroegere verslagen van de Middenafdeeling (2); in de Kamer werd zij breedvoerig besproken naar aanleiding van de Begrooting van 1908.

(1) Ministerieele omzendbrief, 29 Juli 1887.

(2) Verslagen van den heer Colaert over de Begrootingen voor 1907 en 1908.

Toen beweerden wij, bijna zonder tegenspraak :

« Wil men de uitslagen der drie jongste tienjarige volkstellingen met
» elkander vergelijken, dan bevindt men dat het getal ongeletterden besten-
» dig daalt, en wel in bevredigende verhouding voor hen die aan een stelsel
» van vrijheid vragen wat anderen willen afdwingen :

» *Inwoners die kunnen lezen en schrijven.*

	» Jaar 1880.	Jaar 1890.	Jaar 1900.
	—	—	—
» Van 10 tot 15 jaar . . .	80.09 t. h.	83.37 t. h.	88.22 t. h.
» Van 15 tot 20 jaar . . .	80.96 t. h.	85.28 t. h.	90.55 t. h.
» Van 20 tot 25 jaar . . .	79.51 t. h.	85.09 t. h.	90.21 t. h.

» Indien — wat alles laat verwachten — de volkstelling in 1910 dezelfde
» verhouding geeft, zullen er nog slechts 5 t. h. ongeletterden zijn onder
» de inwoners van 10 tot 20 jaar, met inbegrip van de kinderen die thans
» van 6 tot 12 jaar tellen. En dan nog moeten van dit percent worden
» afgetrokken de gebrekkelijke kinderen die niet ter school kunnen gaan
» noch leeren, eenige schipperskinderen en zij wier wangedrag verhindert
» dat zij in aanraking komen met de leerlingen van openbare of private
» scholen (1). »

Op 't einde van het loopende jaar geschiedt de optelling. Ware 't niet raad-
zaam den uitslag af te wachten, alvorens andermaal het vraagstuk van den
leerplicht te bespreken? In elk geval zullen de statistieken de Kamer inlich-
tingen bezorgen, waarvan gebruik kan worden gemaakt door voor- of tegen-
standers van schooldwang.

Deze zienswijze werd beaamd door de meerderheid van de Midden-
afdeeling.

TOELAGEN VOOR VRIJE SCHOLEN.

Onder de bestaande wet, verleenen de Staat en de provinciën toelagen
aan de gemeentescholen en aangenomen scholen. De scholen, die men door-
gaans *aanneembare* heet, krijgen toelagen van den Staat. Het eigenlijk vrij
onderwijs geniet er geene; daardoor ontsnapt het, krachtens de Grondwet,
aan Staatstoezicht.

Ten gevolge van een wensch, uitgedrukt door een lid van de 3^{de} afdeeling,
onderzocht de Middenafdeeling of er geene reden bestaat om de vrije en de
officieele scholen op gelijken voet te behandelen in zake van toelagen. Ver-
scheide leden steunden het voorstel van een hunner, die op de Begrooting
eene som van 1,200,000 frank wil doen uittrekken voor het vrij onderwijs.

Ongetwijfeld steunde dit achtbaar lid op de uitdrukkelijke verklaring,
afgelegd door den betreurden heer de Trooz, bij het tot stand komen van het
kabinet waarvan hij de leider was, uit welke verklaring blijkt dat de Regee-

(1) Verslag van den heer Colaert over de Begrooting voor 1908.

ring van plan was, het onderwijs in elken graad, hetzij officieel of vrij (1), nog meer uit te breiden. Men had er kunnen bijvoegen dat de achtbare heer Schollaert, hoofd van het huidige kabinet, de verklaring en de verbintenis van zijn voorganger heeft herhaald (2).

Sedert heeft de Kamer een ganschen hoop verzoekschriften ontvangen van wege huisvaders, om te vragen dat de Kamers gevolg geven aan de belofte der heeren de Trooz en Schollaert.

't Is de eerste maal niet dat de Middenafdeeling zich had bezig te houden met die zaak, welke de talrijke verzoekschriften, waarvan wij daareven spraken, heden een onbetwistbaar gewicht bijzetten. Reeds in ons verslag over de Begrooting voor 1908 zegden wij :

« Het kan toch niet worden ontkend dat het vrij onderwijs wordt gehuldigd door de Grondwet, en moeilijk zou men kunnen betwisten dat het » openbaar onderwijs enkel *moet* opgericht worden daar waar het vrij » onderwijs te kort schiet. Dus is het billijk dat het vrij onderwijs ten » minste zoozeer wordt begunstigd als het openbaar onderwijs, vooral met » het oog op de aan beide te verleenen toelagen.

» Laat ons te dezer gelegenheid zeggen dat de kredieten, toegestaan voor » het openbaar onderwijs, gestadig verhoogden. Sedert 1881 vermeerderde » de Begrooting met meer dan 8,000,000 frank. Vooral het lager onderwijs » haalde voordeel uit de jaarlijksche verhooging der kredieten, op Staats- » begrooting uitgetrokken. De begrotingen der provinciën en der gemeenten » namen over 't algemeen in gelijke mate toe : van 2,000,000 frank in 1843 » steeg men tot 32,000,000 in 1881, en klimt men thans tot 45,000,000 ! » Dat is nagenoeg het bedrag van de gezamenlijke kredieten, door de open- » bare machten aan het lager onderwijs alleen besteed.

» Wij moeten ons hier niet inlaten met de kosten van het vrij onderwijs. » Zij kunnen overigens niet worden geraamd ; doch zonder vrees van tegen- » spraak mag worden gezegd dat de bijzondere ondernemingsgeest telken » jare zulke hoge sommen besteedt aan de volksschool, dat de verdwijning » van dit onderwijs een dubbelen last zou opleggen aan de openbare » machten.

» Het is dus onbetwistbaar dat het privaat onderwijs aan het land diensten » bewijst, die het onrechtvaardig ware niet aan te moedigen, en dat de » Regeering het goed voorhad, toen zij beloofde het vrij onderwijs zoo » gunstig te handelen als het andere, dat uitsluitend op kosten van de open- » bare machten wordt gegeven (3). »

De meerderheid der Kamer heeft de verklaringen der Regeering, welke wij daareven herinnerden, toegejuicht, en de meerderheid der Middenafdeeling sloot zich aan bij bewuste beschouwingen. Na onderzoek echter en bespreking van het vraagstuk, achtte de meerderheid der Middenafdeeling dat het initiatief van de te nemen maatregelen om die denkbeelden te verwezenlijken, eer aan de Regeering dan aan de Kamer schijnt te behooren.

(1) *Handelingen der Kamer*, 1906-1907, blz. 975.

(2) *Handelingen der Kamer*, 1906-1907, blz. 590.

(3) Verslag voor 1908.

Door dat initiatief te nemen zal de Regeering het beginsel van vrijheid en rechtvaardigheid bekrachtigen met de groote meerderheid der leden van het Congres. « Artikel 17 der Grondwet, zegde een onder hen, plaatst het Staatsonderwijs maar op de tweede lijn, zonder eenige verplichting bij (1). »

Wat betreft de toelagen te geven aan het privaat onderwijs, het beginsel ervan werd reeds in 1831 erkend. Toen immers het eerste ontwerp van wet tot inrichting van het lager onderwijs, door het bestuur van openbaar onderwijs opgemaakt, bij ministerieel besluit van 30 Augustus 1831 aan eene commissie werd onderworpen, besloot die commissie « dat de wet zich zou moeten erbij bepalen het onderwijs te regelen, dat op kosten van den Staat wordt gegeven, overigens een stelsel aannemende van toelagen voor de gemeentelijke *en private* scholen ».

Zooals wij het hooger zeggen, verleent de Staat tot hiertoe enkel toelagen aan de gemeentescholen, de aangenomen en de aanneembare scholen. Zijne tussenkomst mag en moet zich uitstrekken tot al de private scholen.

Wij herhalen het echter : 't Is de Regeering die het best in staat is, het stelsel in te richten dat het best strookt met de denkbeelden van het Nationaal Congres en de billijke betrachtingen der meerderheid van het Belgische volk.

Wat het voorstel betreft, vanwege een lid der Middenafdeeling, om op de Begrooting eene bepaalde som uit te trekken, ten einde den aanbevolen weg in te slaan — dien de Regeering in beginsel aannam —, de meerderheid der Middenafdeeling verzoekt den achtbaren heer Minister van Wetenschappen en Kunsten het te willen onderwerpen aan de Regeering en eene spoedige oplossing ervan uit te lokken.

Jaarwedden en pensioenen van het personeel tot het onderwijs behorende of afhangende van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten.

De verslaggevers der Middenafdeeling hebben herhaalde malen de aandacht gevestigd op den toestand van het onderwijspersoneel in zake van jaarwedde en van pensioen. Zullen die pogingen steeds vruchteloos blijven?

Wat de jaarwedden betreft, een wetsvoorstel uitgaande van Kamerleden wacht nog steeds naar eene meer gunstige oplossing vanwege de Kamer voor sommige onderwijzers en onderwijzeressen. Wij dringen aan opdat het zonder uitstel worde aangenomen.

Wat de pensioenen betreft, wij verwijzen onze achtbare medeleden der Kamer naar de verslagen over de begrotingen voor de jaren 1907 en 1908, waarin dat punt breedvoerig werd onderzocht (2).

Dienaangaande ook werd een wetsvoorstel vanwege Kamerleden overgelegd. Het steunt gedeeltelijk op de beweegredenen, in de vorige verslagen ontwikkeld. Wij bevelen het aan bij Regeering en Kamer.

(1) Leest de redevoering van den heer Ch. de Brouckère, verslaggever, over hoofdstuk II der Grondwet (Kamerzitting van 15 April 1830.)

(2) Verslagen van den heer Colaert.

Provinciale en kantonmale opzieners.

Verleden jaar vestigden wij de aandacht der Kamer op den toestand der hoofdopzieners die verplicht zijn hun ontslag te nemen op den ouderdom van zestig jaar en maar een pensioen hebben berekend op voet van $\frac{1}{55}$ per dienstjaar, zonder dat het de $\frac{2}{3}$ der gemiddelde jaarwedde der laatste vijf jaren mag overtreffen. Die bepalingen zijn overigens toepasselijk op al de leden van het onderwijspersoneel.

Die toestand is herhaalde malen onderzocht geworden door den Verbeteringsraad voor het lager onderwijs en zeker ook door dien van het middelbaar onderwijs. Eens te meer acht de Middenafdeeling zich de tolk te moeten maken van die raden en zich bij hen aan te sluiten om eene herziening te vragen van de wet van 1886, die het vroeger pensioenstelsel voor de burgerlijke ambtenaren in 't algemeen uiterst goed wijzigde, doch het onderwijzend personeel buiten de toepassing ervan sloot.

Om die uitzondering te wettigen, heeft men de bijzondere voordeelen doen gelden, welke de leden van het onderwijzend personeel en de opzieners genieten, vooral het voordeel om hun ontslag te mogen nemen op den ouderdom van vijf en vijftig jaar, op voorwaarde dat zij dertig jaar dienst hebben.

Het zij zoo nog voor de onderwijzers en onderwijzeressen wier beroep als afmattend beschouwd wordt en voor wien men ook terecht vraagt eene meer billijke regeling te zien invoeren van het maximum-pensioen en den voet ervan te zien verhoogen van $\frac{1}{55}^{\circ}$ tot $\frac{1}{50}^{\circ}$. Maar kan het ambtelijk op pensioen stellen van de opzieners op hun ouderdom van vijftig jaar, gewettigd worden door eene of andere ernstige beschouwing? Wij denken het niet. Die ambtenaren zijn over 't algemeen gaaf en gezond op dien ouderdom en vragen niet beter dan te mogen blijven den Staat de diensten bewijzen, welke de Staat terecht mag verwachten van hunnen ijver, hunne toewijding en hunne ervaring.

Wij achten hier eene kwestie van rechtvaardigheid en van menschlievendheid te verdedigen. De hier bedoelde ambtenaren behooren over 't algemeen niet tot den gegoeden stand, zooals de magistraten, bij voorbeeld. Het zijn mannen met hooge verdiensten, gesproten uit de geringe burgerij en zelfs uit den arbeidersstand, die zich uitgestrekte en afgewisselde kennis wisten aan te schaffen door jaren lang onafgebroken en straf te werken, waaruit zij het onderwijzend personeel en, diensvolgens, kinderen en jongelingen doen nut te trekken.

In 1907 antwoordde ons de Regeering dat « de quaestie der pensioenen » tot de bevoegdheid hoort van verschillende ministeriën, namelijk van dit » van Landbouw, van dit van Nijverheid en Arbeid, en vooral van dit van » Financiën. Bewuste studie moet gedaan worden van een algemeen stand- » punt uit. Die studie wordt voortgezet. Het is niet mogelijk thans reeds de » uitslagen ervan te voorzien ».

Drie jaar lang wachtten wij geduldig, zonder te willen onderzoeken of,

voor de andere ministerieele besturen en vooral voor dit van financiën, de wet van 1886 geen recht liet wedervaren, in merkelijke mate, aan de klachten der ambtenaren dier besturen.

De hier betrokken ambtenaren ondergingen eene niet gewettigde uitsluiting, welke eerst en vooral dient hersteld te worden. Kan men niet *hic et nunc* de grondslagen van het pensioen wijzigen, in de wet van 1866 bepaald, dat men ten minste de opzieners in hunne bediening late.

Wij voegen erbij dat niemand er aan zal denken, de Regeering te laken die lichte schending te hebben toegebracht aan de wet en aldus eene niet te misachten besparing te hebben verwezenlijkt.

*
* *

Wat betreft de kantonnale opzieners, laten wij aan het woord een hunner die de Middenafdeeling de wenschen onderworpen heeft van het korps waarvan hij deel uitmaakt en die op gelukkige wijze herinnert dat op 18 Januari 1907 de heer Minister de Trooz een loonrooster bereid en onderteekend had, welke voldoening aan deze nuttige beambten verschafte.

Rechtvaardiging van de herziening van den rooster van 1884.

De rooster, die thans in voege is, is een kwarteeuw oud.

De prijs der levensbehoeften is sinds 1884 met een derde gestegen.

Al de klassen van beambten hebben verhoogingen verkregen; uit eerbied voor de tucht, hebben de kantonnale opzieners niet vroeger geklaagd.

Hunne taak is echter veel zwaarder geworden. Het getal scholen en klassen is sel verhoogd sedert 1884. Dit heeft eene aanmerkelijke vermeerdering van geschriften en briefwisseling voor gevolg gehad, zonder alle bezoeken te rekenen die al onze daguren innemen. Ons ambt vereischt al meer en meer inspanning en tact, dit is een gevolg van de eischen van de gemeenten, de comiteiten en het personeel.

De kantonnale opzieners moeten eene behoorlijke woning betrekken, waarvan een gedeelte ten dienste blijft van den Staat, tot bewaring van de archieven en ontvangst van het personeel; zij moeten den rang volgen, die bij hunne ambtswaardigheid past; zij trekken geene bureelkosten, zooals in de andere besturen het geval is.

De gemiddelde leeftijd der kantonnale opzieners bedraagt 40 jaar bij hunne benoeming. Zij bekomen de maximum-wedde na verloop van zesmaal drie jaren, dus bij hun zestiende dienstjaar, en op 60 jarigen ouderdom eindigt hun werkelijke dienst.

De 1,500 frank (reis- en verblijfkosten) worden besteed aan reizen en komen niet in aanmerking voor het rustgeld.

Huidige loonrooster :		Loonrooster onderteevend door den heer Minister de Trooz, op 18 Januari 1907.	
Aanvangwedde . . . fr.	5,000	Aanvangwedde . . . fr.	3,500
Na 5 jaar.	5,500	Na 5 jaar.	3,800
— 6 —	5,500	— 6 —	4,000
— 9 —	5,800	— 9 —	4,500
— 12 —	4,000	— 12 —	4,950
— 15 —	4,500		

Men werpt soms de ontoereikendheid van het krediet der begrooting op. Doch te rekenen van 1909 zijn er twee posten waarvan het voorzien krediet beschikbaar blijft :

A. — Eene som van 45,000 frank (vermindering van het aandeel van den Staat in de rustgelden van onderwijzers van lagere, gemeente- of aangenomen scholen voor 1910, en bij uitzondering voor de vroegere dienstjaren).

B. — Van af 1 Januari 1909 wonen de onderwijzers der aangenomen en gesubsidieerde scholen de driemaandelijksche conferenties voor onderwijzers niet meer bij. Enkel voor de provinciën Antwerpen en Brabant wordt alzoo jaarlijks 20,000 frank bespaard.

Men vergelijkt soms de kantonnale opzieners met de controleurs der belastingen om aan eerstgenoemden alle verhooging van wedde te weigeren. Men mag niet uit het oog verliezen dat de controleurs der belastingen reeds vroeg tot deze betrekking geraken, wat overigens slechts een overgang is, want na enkele jaren worden de controleurs tot den graad van ontvanger bevorderd. De kantonnale opzieners worden (gemiddeld) op veertigjarigen leeftijd benoemd en de meesten blijven in dit ambt behouden tot zij hun rustgeld bekomen. De enkele controleurs, integendeel, die hunne gansche loopbaan aan dit ambt wijden, komen tot eene wedde van 6,000 frank, terwijl de kantonnale opzieners slechts op 56 jarigen leeftijd eene wedde van 4,500 frank kunnen bekomen.

De Middenafdeeling vestigt de welwillende aandacht der Regeering op dit vraagstuk, in de overtuiging dat aan de gegronde vraag onzer kantonnale opzieners recht zal geschieden.

Nijverheids- en beroepsonderwijs.

Dit onderwijs, evenals het technisch onderwijs, hangt thans van het Departement van Nijverheid en Arbeid af.

Een lid van de 2^{de} afdeeling drukte den wensch uit, dit onderwijs aan het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten te zien hechten. Deze opmerking, zegt de verslaggever dezer afdeeling, oogstte levendigen bijval. En hij voegt erbij dat eene organieke wet op het nijverheids-, beroeps- en vakonderwijs noodig zou zijn.

Zonder over dit vraagpunt uitspraak te doen, is de meerderheid der

Middenafdeeling van meening dat de aandacht der Regeering er dient op gevestigd te worden. Het scheen haar wenschelijk de verschillende takken van ons onderwijs in eenzelfde departement samen te trekken. En men stelt zich, bij voorbeeld, moeilijk voor dat het huishoudelijk onderwijs, gegeven in eene lagere school aan het toezicht van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten onderworpen, afhangt van het Departement van Nijverheid en Arbeid, terwijl, op meer redelijke wijze, het landbouwonderwijs, in de athenea en middelbare scholen ingericht, geene betrekking heeft met het Ministerie van Landbouw.

De zaak dient zeer ernstig onderzocht en, zoo er reden toe bestaat, kan de Regeering alleen, naar ons oordeel, haar tot een goed einde brengen.

ONDERWIJS VAN HET VLAAMSCH IN HET WALENLAND.

Het vraagstuk van het onderwijs van het Vlaamsch in het Walenland kwam te berde in een der afdeelingen en werd langdurig in de Middenafdeeling besproken. Algemeen wordt gewenscht het te zien opgelost.

Men kan van meening verschillen over het recht of de noodzakelijkheid, van elken beambte, die in het Walenland zijn ambt uitoefent, het kennen en spreken der Vlaamsche taal te eischen. Er bestaat ontegensprekelijk eene goed merkbare strekking, zelfs bij sommige Walen, om aan elken beambte zonder onderscheid de kennis der twee landstalen op te leggen. De behoeften van de nijverheid en het gemakkelijk verkeer brengen de Vlaamsche werklieden al meer en meer in aanraking met de Waalsche en beiden met diegenen die hun werk verschaffen, hen besturen, over hen toezicht houden en bij voorkomend geval bijstaan.

Steunende op deze beschouwingen, heeft een lid der Middenafdeeling voorgesteld eene som van 20,000 frank in de Begrooting te schrijven, bestemd om het onderwijs van de Vlaamsche taal in het Walenland te verspreiden door het inrichten van openbare en, in zekere mate, kosteloze leergangen.

De achtbare voorsteller zal ongetwijfeld zijn amendement uiteenzetten bij de openbare bespreking van de Begrooting. De Middenafdeeling zal het vast steunen.

BEHANDELING VAN DE ARTIKELEN.

ART. 11. — Met het oog op de vorderingen onzer nationale letterkunde is de Middenafdeeling van meening, met een harer leden, dat er reden bestaat om driejaarlijksche prijzen toe te kennen in plaats van vijfjaarlijksche, geregeld door de bestaande koninklijke besluiten, en bijgevolg het krediet van 15,000 frank, op de Begrooting ingeschreven, te verhoogen.

Men heeft ook gevraagd hoe de aankoop en verdeling der werken geschiedt, bestemd voor de openbare boekerijen. Hoe werd namelijk het krediet van het vorig jaar aangewend?

ART. 18. — De catalogus der Koninklijke Bibliotheek is niet gedrukt. Men vraagt of het opstellen ervan geëindigd is.

ART. 22. — Ons algemeen archief is te Brussel ingericht op eene wijze die veel te wenschen overlaat.

Wat betreft het gemeentearchief, dit wordt zeer slecht gehouden. Men acht dat de Regeering een krediet van 2,000 frank zou moeten aanvragen om Staatstoezicht er over in te richten.

ART. 39. — Voor het middelbaar onderwijs hebben sommige leden doen opmerken dat de schoolboeken vaak zonder noodzakelijkheid veranderd worden. Dit jaagt de ouders der leerlingen op kosten die konden vermeden worden.

ART. 53. — Dit artikel voorziet een krediet van 3,500 frank voor kosten van uitgave van het 19^e driejaarlijksch verslag over den toestand van het middelbaar onderwijs; en artikel 79 eene som van 9,500 frank voor het 22^{ste} driejaarlijksch verslag over den toestand van het middelbaar onderwijs (jaren 1906, 1907 en 1908).

De hoop werd uitgedrukt dat die stukken verschijnen zouden, ten langste één jaar na het verleden dienstjaar. 't Ware ook goed hun formaat wat eenvoudiger en kleiner te maken.

ART. 56 en volgende. — Er werd gevraagd welke de inzichten der Regeering zijn aangaande de normaalscholen van Charleroi en Bergen. Zal een jury worden ingericht voor de examens van het loopende jaar? In die scholen werd reeds toezicht uitgeoefend. Het ware niet redelijk, zegt men, de leerlingen te berooven van het recht om zich voor het examen aan te bieden.

Een lid raadt het inrichten aan eener klas voor aanschouwend onderwijs en het uittrekken van de daartoe noodige toelage.

ART. 70. — De toelage verleend voor het onderwijzen van handwerk, hetzij in private, gemeente, aangenomene of private, en reeds ondersteunde jongensscholen, bedraagt, sedert verscheidene jaren, 20,000 frank.

Er valt echter op te merken dat, voor 1907, de uitgaven van het dienstjaar slechts tot 16,802 frank beliepen. Die som is ontoereikend; het krediet zelf zou moeten verhoogd worden.

ART. 81. — De Begrooting voorziet eene verhooging van 40,000 frank, uitgetrokken op dit artikel. De voorafgaande nota rechtvaardigt die verhooging uit hoofde van de buitengewone toelage, alle drie jaar verleend voor de tentoonstelling van fraaie kunsten te Brussel.

Een lid wenscht vermeerdering van het krediet, ten behoeve van plaatselijke museums, doorgaans zeer belangwekkend, maar die, tot nu toe, weinig of geen toelagen genieten.

Zoo is het ook gelegen met de plaatselijke tentoonstellingen, die slechts kunnen ingericht en verwezenlijkt worden, dank zij de tusschenkomst van den Staat.

ART. 89. — Het tarief voor het lager personeel der Koninklijke Museums van schilderkunst en beeldhouwkunde, van het moderne museum en het museum Wiertz, tarief houdende verhooging van jaarwedden, wordt met ongeduld verwacht. Wij verzoeken den heer Minister, de zaak te willen onderzoeken.

ART. 91. — Zie de bijlage.

De Begrooting, in stemming gelegd, wordt aangenomen met vijf stemmen tegen twee.

De Verslaggever,

R. COLAERT.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

BIJLAGE.

Artikel 91 der Begrooting voorziet 129,500 frank voor het personeel der verscheidene museums; artikel 92, 95,000 frank voor het materieel van gezegde museums.

Men verlangt voor de museums :

a) van versierkunsten ;

b) van volkenkunde ;

c) van wapenen, uitrustingen en kunst,

eene omstandige opgave (zoo niet bij name, ten minste omstandig, zooals nu geschiedt voor andere diensten, bij voorbeeld, bij de artikelen 25, 58, 61 der Begrooting van het personeel) met aanduiding der sommen, gedurende de laatste vijf jaren voor elk museum uitgegeven.

Bestaat er een *loontarief* — een minimum bepalend — regelmatige verhoogingen en een maximum ?

Voor welke bedienden of beambten bestaat het en hoe wordt het toegepast ?

Hoeveel werd er, sedert vijf jaar, buiten jaarwedden en loonen, uitgegeven voor « studiën aangaande de verzamelingen » ?

Men verlangt insgelijks te weten welke sommen, voor elk van bovengemelde museums, sedert vijf jaar werden besteed voor :

a. materieel,

b. aankopen,

c. aanwezigheidspenningen voor de leden der Commissie van Toezicht,

d. onkost van catalogus,

e. verscheidene uitgaven.

Welke uitgaven worden gerangschikt onder littera a en c ?

Het is raadzaam de toelagen, voor die verscheidene klassen, afzonderlijk op de Begrooting uit te trekken, zoo dat het ongebruikt overschot van de posten a, b en c kan worden overgebracht op de posten b en d, doch dat, anderzijds, de gelden, voor b en d bestemd, tot niets anders mogen worden gebruikt.

Elk museum zou, ieder jaar, verslag moeten uitbrengen over zijnen toestand, waarin inlichtingen voorkomen niet alleen over de aangewende pogingen en kunstontwikkeling, maar ook over den financieelen toestand. Is zulks niet mogelijk ?

ANTWOORD VAN DE REGEERING.

Dat loontarief wordt regelmatig toegepast. Het regelt den toestand van alle beambten, met uitzondering van nachtwakers en schoonmakers.

In den loop der laatste vijf jaren werden de volgende sommen, buiten jaarwedden en loonen, aan het personeel uitbetaald :

1903.		99,500.00
1906.		123,867.83
1907.		122,588.00
1908.		127,912.00
1909.		128,350.00

Tabel der sommen sedert vijf jaar besteed voor materieel :

1903.		71,876.00
1906.		58,851.33
1907.		76,140.44
1908.		50,827.65
1909.		51,270.50

Voor aankopen :

1903.		34,757.80
1906.		37,231.95
1907.		31,914.80
1908.		42,307.23
1909.		42,632.00

Aanwezigheidspenningen :

1903.		1,546.20
1906.		1,270.70
1907.		1,891.60
1908.		1,495.60
1909.		1,097.50

Verdere inlichtingen kunnen verschaft worden in den loop der beraadslaging over de Begrooting.

De verscheidene bedoelde verzamelingen zijn, feitelijk, slechts afdelingen, aan elkaar verbonden, aan hetzelfde bestuur en toezicht onderworpen en over gemeenschappelijke leiding en dienst beschikkende. Het is bijgevolg niet raadzaam in de Begrooting onderscheid aan te duiden, dat feitelijk niet bestaat.

Ziehier de gevraagde tabel van het personeel :

1 hoofdbewaarder.

3 bewaarders.

2 hulpbewaarders.

5 toegevoegden.

1 overste van den photographischen dienst.

1 boekhouder.

1 beambte bij de bibliotheek.

4 bedienden.

2 preparators.

1 verzamelingbewaarder.

1 uitrustingbewaarder, dienstdoende hoofdbewaker (Hallepoort);

1 hoofdbewaker (Jubelpark);

18 bewakers, waarvan 1 werkzaam in de werkplaats voor lichtprenten;

1 bij den verkoop en de verzamelingen van lichtprenten;

en 1 ten dienste van den heer Bommer;

1 bode;

1 kleerkamerbewaarster;

1 hoofd-nachtwaker;

5 nachtwakers;

5 schoonmaaksters;

2 vuurverzorgers;

1 tijdelijke toezichter;

2 werklieden : 1 bij den dienst der opdelvingen;

1 voor het onderhoud der afgietsels.

Het bedrag der jaarwedden werd bepaald, voor de toezichters, bedienden en dienstlieden, bij koninklijk besluit van 30 Augustus 1902 en, voor het personeel werkzaam bij de wetenschappelijke diensten, bij koninklijk besluit van 30 December 1907. Daarenboven geldt het koninklijk besluit van 31 Augustus 1907 voor den photographischen dienst.

